

Cela dit, monsieur l'Orateur, j'aimerais souligner encore une fois—nous pourrions préciser davantage si le ministre le désire—qu'à notre avis, les dépenses pourraient être restreintes de façon à compenser non seulement la réduction de taxe sur l'essence dont j'ai parlé tantôt, mais aussi à financer les programmes propres à favoriser la construction résidentielle dont j'ai également parlé tantôt. Nous estimons qu'il est possible de réduire les dépenses non seulement en ce qui concerne ces deux postes, mais aussi de réduire le déficit de trésorerie et le déficit budgétaire que le ministre a annoncés lundi dernier.

Nous estimons que l'approche que nous proposons est sérieuse et qu'elle fera échec à l'inflation. Tous les Canadiens soucieux de voir les gouvernements faire preuve de plus de modération dans leurs dépenses l'accueilleront sans doute avec plaisir. Elle apportera surtout un allègement au consommateur canadien que le ministre a accablé de charges et d'impôts lundi soir.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais proposer, avec l'appui du député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner):

Qu'on supprime tous les mots après «Que» en les remplaçant par ce qui suit:

... la Chambre déplore l'échec du budget du gouvernement au chapitre de l'inflation et du développement d'une économie saine; et regrette en particulier l'injustice sociale causée à la fois par l'impôt de 10 cents sur l'essence et le manque d'action nécessaire pour encourager l'approvisionnement de logement à un coût raisonnable pour les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je ne saurais imaginer pire budget que celui présenté à la Chambre des communes lundi soir dernier.

● (1620)

Le Canada avait besoin de toute urgence d'un budget qui fasse obstacle à l'inflation et réduise le chômage, les deux ayant atteint des sommets sans précédent. Le ministre, je ne sais trop par quel procédé métaphysique, a abouti à l'opposé. Les mesures qu'il propose vont en effet accroître et favoriser davantage l'inflation.

La plupart des pays occidentaux ont essayé de se tirer de la «stagflation». Aux prises avec un dilemme, ils doivent trouver le moyen de réduire le chômage sans aider l'inflation, ou vice versa. Seul le gouvernement canadien a réussi le tour de force économique de favoriser à la fois le chômage et l'inflation. Un génie malfaisant, que je serais tenté de nommer, a imposé sa loi au ministère des Finances. Ce sont néanmoins le ministre des Finances (M. Turner) et ses collègues du Cabinet, et non pas un quelconque fonctionnaire, qui doivent assumer toute la responsabilité pour cette aberration qu'ils appellent un budget.

Quelles seront les répercussions du budget sur le chômage et l'inflation? Au lieu de maintenir les prix du pétrole et du gaz naturel à leurs niveaux actuels, le budget ne se contente pas de hausser le prix de l'un et de l'autre, il ajoute encore une taxe d'accise. Par suite de ces mesures, tous les Canadiens verront leur indice personnel du coût de la vie grimper de deux points. Sans doute le ministre en a-t-il été prévenu par ses hauts fonctionnaires. Ensuite, le budget va accroître le chômage de .5 p. 100. Enfin, il va ralentir encore davantage la croissance de notre économie au cours de la prochaine année. Je suis sûr que le ministre

Budget—M. Broadbent

en a déjà été prévenu par ses fonctionnaires. Notre croissance est déjà nulle; elle ne saurait diminuer davantage.

On prévoit que, par suite de ce budget, la note de nos dépenses d'énergie atteindra quelque 2 milliards de dollars. Ce sont les gens qui sont obligés de se rendre au travail en voiture, qui n'ont pas d'autre moyen de déplacement à leur disposition, qui devront porter une bonne part du fardeau. Puisqu'ils ne sont pas libre d'opter pour la préservation des ressources énergétiques, ils devront se contenter de moins d'argent pour se payer les nécessités de la vie. De même, la plupart des Canadiens ne sont pas libres devant la nécessité de chauffer leurs foyers en hiver. Ils doivent utiliser du fuel ou du gaz à n'importe quel prix. En fait, les gens vont constater que leur compte de chauffage augmente au moment même où les fabricants hausseront les prix de leurs produits destinés à la consommation afin de compenser pour la hausse des prix des combustibles. En somme, les Canadiens vont perdre sur les deux tableaux, et beaucoup. Beaucoup seront touchés encore plus durement.

Les premières estimations des répercussions sur le monde du travail révèlent qu'environ 15,000 emplois seront perdus en Ontario seulement à cause de la majoration du coût de l'énergie. On peut s'attendre à ce que les Maritimes, où le chômage semble déjà devoir toujours rester entre 10 et 12 p. 100, soient encore plus durement touchées. C'est le premier ministre Regan lui-même qui l'a dit au cours des dernières 24 heures.

S'il y avait la moindre chance que ces restrictions imposées aux secteurs les plus vitaux de l'économie produisent plus d'emplois, mon parti pourrait dire qu'à son avis un rajustement temporaire pourrait être valable. Mais il est on ne peut plus clair que notre taux de croissance déjà négatif accusera un sérieux recul par suite de ces mesures. J'ai déjà dit que nous pourrions compter un million de chômeurs l'hiver prochain. Ces propositions budgétaires en font une quasi-certitude.

Et où va se retrouver tout l'argent que les gens ordinaires perdent par suite de la hausse des prix? Eh bien, une estimation préliminaire révèle que les compagnies d'énergie récolteront quelque 350 millions de dollars par année suite aux seules augmentations de prix. On s'imagine que cet argent va servir à d'autres travaux de prospection et de mise en valeur de nouvelles sources d'énergie. Absolument rien ne nous le garantit. En fait, certains dirigeants de l'industrie l'ont reconnu, il y a à peine quelques heures, à la radio.

Comme ils l'ont fait bien des fois par le passé, les libéraux ont donné des millions aux compagnies pétrolières et leur ont suggéré, simplement suggéré, de s'en servir pour le bien public. En répondant au chef de l'opposition (M. Stanfield) et au député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) à la Chambre, le ministre des Finances a clairement indiqué cet après-midi que les compagnies pétrolières ne sont pas obligées de consacrer ces 350 millions de dollars supplémentaires par année à d'autres travaux de prospection. En fait, d'après les journaux de ce matin, un dirigeant d'une compagnie pétrolière veut voir le prix de l'essence monter à \$1 le gallon. La première réaction des grands du pétrole face aux millions de dollars de gains que le présent budget leur octroie bénévolement est que les gains ainsi réalisés ne sont pas suffisants. Ils ont besoin d'encore plus d'argent à dépenser, mais il ne faudrait pas leur imposer de le dépenser pour de nouveaux travaux de mise en valeur des ressources.